

JOSEPH MARIA BAERNREITHER  
ET LA POLITIQUE DE L'ÉQUILIBRE NATIONAL DU  
GOUVERNEMENT AUTRICHIEN EN BOHÈME  
(1908—1914)

*Harald Bachmann*

La politique d'équilibre national de l'Autriche faisait partie des tâches les plus difficiles de la politique intérieure aux-elles l'état danubien ait à faire face. Après l'établissement du suffrage universel égalitaire, ce fut surtout l'affaire du gouvernement du baron Bienerth (1908—1911) de poursuivre et de mener à terme les pourparlers avec les Tchèques en cours depuis le ministère Koerber (1900—1904). L'ancien ministre Dr. Baernreither (1845—1925) avait déjà sous Koerber fait tous ses efforts pour arriver à une entente avec les Tchèques. Son grand talent de négociateur et ses nombreuses relations parmi les hommes politiques tchèques et allemands lui donnaient une bonne position de départ. Avec le baron Bienerth les négociations n'avançaient qu'en traînant, de sorte que Baernreither dans son journal n'était pas avare de critiques à l'égard du manque d'énergie du premier ministre. Le journal du ministre, héritage vaste et précieux que celui-ci légua aux archives de la dynastie, de la Cour et de l'état à Vienne, offre une source importante pour l'appréciation de la politique des partis allemands en Bohême à cette époque.

Un trait caractéristique du politicien réaliste qu'était Baernreither, est qu'il n'attendait pas grand chose d'une insistance sur le point de vue national. Malheureusement sa connaissance étendue de la politique sociale ne fut pas assez appréciée par les hommes politiques allemands les plus importants en Autriche. De même les chefs des partis allemands en Bohême ne surent pas assez faire jouer ses éminentes capacités en leur faveur. Baernreither soutenait le gouverneur tchèque, le prince Franz Thun-Hohenstein, partisan d'un équilibre, bien qu'il se rendit compte que Thun se rapprochait de plus en plus du point de vue national tchèque. Les négociations des années 1910—1912 devaient délimiter les régions parlant allemand et celles parlant tchèque en Bohême. Baernreither n'était pas partisan d'une frontière nationale à l'intérieur d'un territoire déterminé et d'une unité économique telle que l'était la Bohême. Il essaya, même au cours des négociations sur l'équilibre, de tenir compte des besoins économiques et sociaux de la population, et même autant que possible de leur donner la première place. Il apportait de la compréhen-

sion aux vœux des Tchèques, mais était aussi conscient du fait que la situation des Allemands en Bohême n'avait cessé de se détériorer depuis 1910, c'est pourquoi il conseilla vivement l'adoption d'un équilibre partiel encore acceptable. Avec cette compréhension exacte du rapport des forces Baernreither était en avance sur les députés allemands, mais il ne parvint pas à convaincre les représentants allemands de Bohême de souscrire à cet équilibre partiel.

L'activité politique des députés allemands fut encore fortement entravée par des organisations concurrentes extra-parlementaires. Parmi elles il faut surtout citer: „Le Conseil Allemand pour la Bohême“ (avec son siège à Trebnitz près de Leitmeritz), „la Chancellerie des villes allemandes de Bohême“ et „la Centrale des Cantons allemands de Bohême“. L'influence de ces organisations parallèles gênaient l'action politique des députés, bien que ceux-ci fussent les représentants populaires légaux. La politique allemande en Bohême offrait une déprimante image de dispersion.

Les négociations au sujet de l'équilibre tournaient autour de deux problèmes fondamentaux: 1) l'auto-détermination nationale, 2) la nécessaire unité de la Bohême. Les principaux partis allemands en Bohême appréciaient ces questions de façon différente.

L'entente pour laquelle Baernreither s'engagea fut soutenue par les gros propriétaires (allemands) fidèles à la constitution. De même le parti radical allemand et le parti agraire étaient pour un aboutissement rapide des négociations. Par contre les représentants des autres partis bourgeois craignaient que l'on ne fit trop de concessions aux Tchèques. Le parti du progrès et le parti pan-allemand espéraient qu'un ajournement des conférences amènerait une conclusion plus avantageuse pour les Allemands. Baernreither mit en garde de façon presque prophétique contre un ajournement. L'avenir devait lui donner raison car les négociations ne connurent jamais plus une situation de départ aussi avantageuse qu'en 1910.